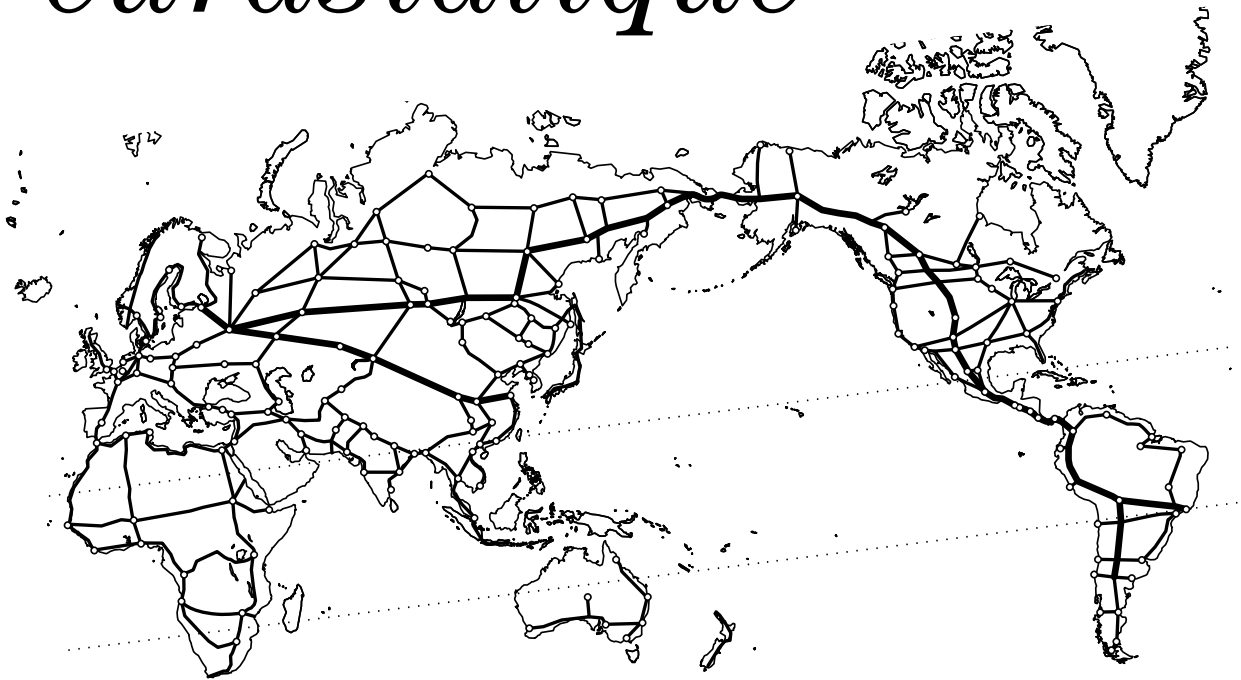




# Le Pont terrestre eurasiatique



**P**our arrêter la destruction de l'économie physique productive et la spirale de baisse des salaires, actuellement induite par la rente financière, il faut un autre projet pour la France, pour l'Europe et pour le monde. L'inspiration peut en être trouvée dans le Global New Deal de Franklin Delano Roosevelt - conçu pour l'après-guerre et jamais appliqué après sa mort - et à une échelle moindre, dans la planification indicative française de l'après-guerre. L'objectif est d'aller plus loin, avec une culture du développement des pouvoirs créateurs de l'homme associée à cette économie du développement physique. Il s'agit donc ici **d'un changement de direction politique, et non d'un artifice technocratique invertébré.**

La réalisation de **grands travaux d'infrastructure à l'échelle européenne, eurasiatique et internationale**, organisée dans le cadre d'un nouveau Bretton Woods, avec ses moyens de crédit, est seule susceptible de rétablir une économie internationale qui repose sur l'accroissement systématique du pouvoir transformateur des hommes, par tête, par km<sup>2</sup> et par ménage. L'objectif est de recréer **une logique de l'être**, reposant sur ce que l'on transforme, sur le changement, sur l'amélioration, sur l'accroissement des

pouvoirs créateurs de ceux qui composent l'économie, et non de l'avoir, comme actuellement, c'est-à-dire des ressources tirées de ce que l'on possède ou de celles prises à autrui.

Ce qui définit cette nécessaire démarche est **le projet**, l'accroissement de l'énergie libre, du surplus physique, non l'exploitation de ce qui existe déjà. Il s'agit de construire ainsi **une nouvelle frontière du développement**, seule alternative réelle à la mondialisation financière : une série « ouverte » de programmes de développement infrastructurels, à un horizon de 25 à 50 ans, à l'opposé de la démarche monétariste

Les points fondamentaux de la démarche sont les suivants :

**Développer de nouveaux espaces à l'intérieur du continent eurasiatique, dans une logique de désenclavement :** l'objectif est de faire rayonner la vie économique à l'intérieur des terres, là où le développement a été moindre jusqu'à présent.

L'idée est non seulement de « produire de la productivité » par l'apport d'infrastructures, mais de jeter les bases de la paix par le développement mutuel avec, en particulier, la perspective d'une stabilisation de l'Asie centrale qui, sans cet effort, risque de se transformer en poudrière.

Ce « développement mutuel » s'oppose absolument à la conception géopolitique britannique, qui a conçu l'Eurasie comme un ensemble que l'on divise pour régner.

**Mettre en place les formes les plus avancées et les plus rapides de transport**, en les intégrant dans des axes communs (autoroutes, trains à grande vitesse, système à lévitation magnétique allemand ou japonais). Il s'agit ici de l'aspect « axe de communication », ou nouvelle route de la soie, rapprochant l'Europe de l'Asie.

Cependant, au-delà d'une nouvelle route de la soie, qui n'est pas en elle-même de nature à apporter le développement, l'objectif doit être plus ambitieux : construire un réseau de « **corridors de développement** » de cent kilomètres de large, combinant le transport lui-même, la fourniture d'énergie, les industries nouvelles et la gestion des ressources en eau. L'idée est de créer des « artères de vie » apportant, tout au long de la route, des hommes, des marchandises, de l'énergie, des infrastructures et surtout des idées pour désenclaver, pour introduire dans l'économie continentale des ressources humaines et matérielles jusqu'ici abandonnées ou inexploitées.

**Promouvoir les formes de technologie les plus avancées et une culture de la découverte scientifique**, de la « frontière » : le pont terrestre ne peut que reposer sur le développement des capacités de chacun, auxquelles doit correspondre un vecteur scientifique d'ensemble.

Ici, l'énergie nucléaire devra devenir le moteur de ce développement, non dans une forme figée, mais comme instrument flexible, adapté au développement des régions les moins avancées. Cela suppose le développement de centrales à fission de taille variable, et de réacteurs à haute température (comme l'Afrique du sud en produit actuellement en collaboration avec EDF ou comme la Chine s'y prépare), avec un passage à la fusion thermonucléaire contrôlée dans une vingtaine d'années et non comme on le dit en 2050, au cours desquelles les questions d'ingénierie restant à résoudre pourront l'être, pourvu qu'un investissement suffisant soit fait dans ce sens.

L'exemple du nucléaire est fondamental, car la densité du flux d'énergie qu'il permet d'obtenir, d'un ordre supérieur par rapport aux autres sources d'énergie, correspond à l'impératif anti-entropique de découverte humaine (apporter plus avec moins de moyens), qui est ce que les financiers et les mauvais écologistes ne prennent pas en compte.

Les autres technologies associées au projet de pont terrestre seraient, outre le train à lévitation magnétique, les transports aériens lourds (Ekranoplane russe, qui exploite l'effet de sol), le dessalement de l'eau de mer par osmose inverse, etc.

L'idée n'est pas de se fixer sur telle ou telle technologie, mais de penser en termes de « panoplie » et de « familles » de technologies.

De cette manière, la croissance économique engendrée le long des routes de transport terrestre réduira non seulement le coût unitaire des biens transportés sous le niveau des coûts de fret maritime, mais un effet frontière, comme lors de l'ouverture de l'Ouest américain, transformera des régions désertes ou semi-désertes en zones de développement économique.

Les autorités chinoises pensent ainsi créer à l'intérieur de leur pays 200 villes nouvelles de plus d'un million d'habitants

pour l'intégrer au développement des régions côtières, faute de quoi il sombrerait dans un développement inégal.

Utopie, dira-t-on. L'utopie est plutôt de ne pas le faire et de laisser le système financier et monétaire actuel détruire la substance même de nos économies.

### **Il nous reste à ajouter trois choses :**

- Le Pont terrestre eurasiatique, essentiel pour le décollage, n'exclut pas, bien au contraire, un développement eurafricain et euro-méditerranéen. De ce point de vue, deux pays du Nord de l'Afrique peuvent et doivent jouer un rôle essentiel de « lien » : l'Égypte et l'Algérie. Actuellement, les réunions euro-méditerranéennes montrent un décalage affligeant entre les ambitions initiales et les réalisations concrètes, qu'elles soient financières, politiques ou culturelles. C'est donc tout un ensemble qui est à revoir, toute une logique des relations entre l'Europe et le reste du monde, à l'Est comme au Sud.

- Des projets ayant une forte valeur symbolique et un fort impact sur les populations devront être mis en place pour convaincre. Je pense à la revitalisation du lac Tchad, au centre de l'Afrique (cf. la rubrique Afrique) et la reconstitution de la mer d'Aral.

- Les grands travaux, bien entendu, ne sont pas un ensemble isolé, comme on veut parfois le faire croire. Ils constitueront un vecteur de développement entraînant la création de centaines de millions d'emplois et donc l'augmentation très forte des masses salariales. C'est pourquoi la création de sites industriels et l'équipement devront aller de pair avec un fort accroissement de la production de biens de consommation : des « paniers de la ménagère » devront être prévus en faveur des acteurs du développement, dans une logique d'essor de l'économie physique d'ensemble, et non de « spéculation consommatrice » de catégories privilégiées.

De même, pour « dégager » des possibilités de développement dans les pays du Sud, notamment en Afrique et parallèlement aux efforts en Eurasie, il faut procéder sans attendre à **l'annulation de la dette des pays du tiers monde**. C'est dans notre propre intérêt économique (retrouver des partenaires) et dans un impératif catégorique de justice. En effet, par le jeu des intérêts cumulés et des dévaluations imposées par le FMI (accroissement du service de la dette exprimée en devise nationale pour pouvoir maintenir le paiement en dollars), les pays du tiers monde ont remboursé plus de deux fois le montant qu'ils ont emprunté ! Le paiement supplémentaire des dettes ne peut désormais se faire qu'à un coût globalement supérieur aux surplus obtenus dans l'économie existante : c'est cette logique qu'il faut arrêter.

Ajoutons qu'aux Etats-Unis mêmes, suivant les dernières analyses de l'*American Society of Civil Engineers*, tout comme en Allemagne, le niveau de « déficit infrastructurel » (défaut de maintenance et défaut d'investissements pour répondre aux nouveaux défis) s'est fortement accru au cours de ces dernières années. Ce qui prouve bien que le problème est général et ne peut donc être résolu que de façon générale, avec une volonté politique.

C'est cette volonté politique que le nouveau président de la République française devrait afficher, pour devenir instigateur et catalyseur du changement ici indiqué. Ne pas le faire serait faillir à sa tâche. Tout mon combat vise à mettre inlassablement le sujet sur la table.